SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 8 MAI 1906.

Rapport de la Commission des Finances et Travaux publics, chargée d'examiner le Projet de Loi portant approbation de divers contrats relatifs à des immeubles domaniaux et autorisation de louer ou d'aliéner des biens de même nature.

(Voir les nos 154 et 169, session de 1905-1906, de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Baron DESCAMPS, Président ; HANREZ, Vice-Président ; le Comte DE HEMRICOURT DE GRUNNE, BOËYÉ, CAPPELLE et RAEPSAET, Rapporteur.

MESSIEURS,

La Chambre des Représentants devant se séparer le 11 de ce mois, et le Sénat rentrant en session aujourd'hui avec un ordre du jour budgétaire très chargé, votre Commission des Finances et Travaux publics estime qu'elle peut se borner, cette année, à entériner, sans discussion, le présent Projet de Loi qui a été soumis à son examen.

Elle se contente donc de vous renvoyer au rapport sur ce Projet de Loi qui a été déposé à la Chambre par l'honorable M. de Broqueville. Dans la discussion, il n'a été fait qu'une simple observation concernant le 2^o de l'article 2, qui porte autorisation pour l'État de vendre à M. Dietricht, moyennant le prix de fr. 1-50 le mètre carré et sous certaines conditions, une lisière de terrain d'environ 1 hectare 20 ares située à Auderghem, entre la propriété dite « Val-Duchesse » et la nouvelle avenue de Boitsfort à Woluwe-St-Lambert. Le Projet de Loi a été voté par 103 voix contre 6 et 18 abstentions.

L'examen de ce même Projet de Loi n'a également donné ouverture, au sein de votre Commission, qu'à une seule observation formulée par deux de ses membres. Elle concerne le contrat du 12 décembre 1905 (art. 1^{er}, 2^o), contenant partage en pleine propriété, entre l'État et la Compagnie des installations maritimes de Bruges, de terrains situés à Zeebrugge, dont la jouissance emphytéotique avait été concédée à cette dernière.

(2)

Ces membres sont d'avis que l'évaluation de la valeur qui sera acquise par les terrains appartenant à l'État, et dont la jouissance a été concédée pour soixante-quinze ans par une première convention du 1^{er} juin 1894 à la prédite Compagnie, est insuffisante. Que, d'autre part, le calcul de la valeur actuelle de la créance de l'État ne tient pas compte de ce que le délai de remboursement est actuellement inférieur à soixante-quinze ans, la convention ayant pris date il y a un certain nombre d'années. L'ensemble du Projet de Loi a été voté par 4 voix contre 2.

Le Rapporteur,
PAUL RAEPSAET.

Le Président,
B^{on} DESCAMPS.